

peser sur eux la menace de la fermeture de leur usine et de leur dire: "Vous feriez mieux d'aller chercher du travail ailleurs". Voilà qui n'est pas fait pour favoriser le logement dans notre pays.

Il faudrait que le Canada possède un Gouvernement qui dise aux vieux et aux infirmes qui ne sont pas en mesure de travailler: "Nous allons vous aider" et à ceux qui peuvent travailler: "Il y a du travail pour vous." Je ne crois pas que nous ayons des responsabilités envers ceux qui peuvent travailler, mais ne le veulent pas. Mais la population du Canada devrait être en mesure d'assurer du travail à ceux qui sont en mesure d'occuper un emploi et veulent en occuper.

Si nous voulons atteindre ce résultat, il faudra agir tout de suite. C'est qu'en effet, d'ici un an, le problème aura pris des proportions telles qu'aucun gouvernement, quel qu'il soit, ne sera en mesure de le régler. Il faut que la production canadienne soit intégrée à un programme qui puisse assurer un emploi utile et rémunérateur à notre population et produire en même temps des marchandises qui puissent figurer sur les marchés du monde. On n'en a jamais tant demandé au Gouvernement. Je ne sais pas, pourtant, s'il pourra se montrer à la hauteur de la situation.

La population canadienne, j'en suis persuadée, désire du travail. Elle est prête à aller là où il y a de l'embauche. Que le Gouvernement sache que la population n'ignore pas que nous habitons un pays où les richesses abondent. Nous savons que les Canadiens possèdent l'adresse technique ou qu'ils peuvent l'acquérir. Ils ne toléreront pas longtemps un gouvernement qui n'écarte pas le chômage et la misère.

Les Canadiens n'ont pas à se louer de la façon dont les gouvernements fédéral et provinciaux ont fait face à la situation par le passé. Un changement s'est produit dans ma propre province, la Saskatchewan. Nous vivons et nous travaillons au milieu des gens qui ont connu, dans l'Ouest, ces sombres heures de chômage et de misère. Les mains du gouvernement étaient alors à ce point liées durant cette période que les femmes et les enfants ont manqué de pain dans une contrée dont les éleveurs regorgeaient de blé. Tant que le gouvernement actuellement en exercice en Saskatchewan conservera le pouvoir, on peut être sûr que les gens ne souffriront pas de la faim pendant que les éleveurs sont remplis de blé.

Si le Gouvernement sait résoudre le problème auquel il se heurte maintenant, il gagnera la confiance et le respect de la population. Sinon, il sera remplacé par un

gouvernement qui peut le faire. Mais la population en souffrira, s'il ne peut surmonter la difficulté de l'heure.

M. A. B. Patterson (Fraser-Valley): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas qu'on puisse m'accuser de monopoliser le temps de la Chambre; aussi, n'ai-je pas l'impression d'abuser de la patience des honorables députés en prenant la parole au cours du présent débat.

Récemment, nous avons discuté, et à bon droit d'ailleurs, de certaines des responsabilités que nous avons envers d'autres peuples. Notre monde, qui était autrefois si grand et si vaste, est devenu maintenant comparativement petit, nous semble-t-il. Ceux qui autrefois étaient très loin de nous sont devenus nos voisins. Je reconnais que nous avons une certaine responsabilité envers eux et que nous devons nous en acquitter.

Cependant, depuis la discussion de ces problèmes, il m'a semblé qu'il était temps d'accorder une attention sérieuse au problème qui se pose ici même dans notre propre pays. Ce problème est très sérieux et il est actuel. Certains d'entre nous vont sans doute essayer de démontrer que le chômage ne constitue à l'heure actuelle, dans une large mesure, qu'un problème saisonnier. Nous allons sans doute nous nourrir de l'illusion que la situation n'est pas si grave que certains le pensent. Mais il me semble, monsieur l'Orateur, que lorsqu'un homme ne peut trouver un emploi et que, par conséquent, il ne peut subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, il s'agit là d'un problème sérieux. Si j'étais dans ce cas, je trouverais en effet que c'est un problème sérieux.

Mais quand on multiplie le cas par des centaines de milliers, il me semble que la question devient non seulement grave, mais tragique. Ceux auxquels il incombe d'assumer, au sein du Gouvernement, la direction de notre grand peuple, devraient s'efforcer de rechercher les causes du mal et s'appliquer à y trouver remède.

Nous avons entendu citer beaucoup de chiffres. Pour ma part, j'ignore lesquels sont exacts. Je me demande si d'autres le savent. Nous possédons les données que nous remet le Bureau fédéral de la statistique. Le Service national de placement nous en a également fournies. Les chefs ouvriers ont exprimé leur avis sur les chiffres relatifs au chômage. Le ministre du Travail (M. Gregg) nous en a fournis quelques-uns. Puis, à mesure qu'ils prenaient la parole, divers députés nous ont donné leur interprétation personnelle.